

## **SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 25 NOVEMBRE 2008**

**Présents** : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;  
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; DURIEUX J., Echevins;  
HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-  
STALPAERT P., SENECAUT M., LEURIDANT G., MULLER L., ROBETTE-DELPUTTE  
F., VANDERKEL A., DELHAYE- DEBAUQUE I., MORCRETTE C., DECAMPS P.;  
Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

-----  
Monsieur BREUSE et Monsieur PIGEON sont excusés.

La Présidente demande au Conseil de respecter une minute de silence pour Monsieur Francis HOYOIS, décédé.

### **1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 28 OCTOBRE 2008 - PARTIE PUBLIQUE –APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Approuve, par 15 voix pour et 4 abstentions, le procès-verbal de la séance du 28 octobre 2008 – partie publique.

### **2. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 07 NOVEMBRE 2008 – INFORMATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Est informé de la situation de caisse au 07 novembre 2008, à savoir un solde débiteur de 1.334.496,64 €.

### **3. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE LA FABRIQUE D'EGLISE SAINT ELOI A JURBISE, DE L'EXERCICE 2008 DES SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE - AVIS**

Monsieur EGELS, Echevin des Finances, présente la modification budgétaire n°1 au budget 2008 de la Fabrique d'Eglise Saint-Eloi de Jurbise, dont la récapitulation est la suivante :

D'après le budget initial : Recettes :	130.632,84
Recettes en plus :	-94.448,81
D'après le budget initial : Dépenses :	130.632,81
Dépenses en plus :	-94.448,81

Nouveau Résultat :	Recettes :	36.184,03
	Dépenses :	36.184,03

Le supplément communal s'élève à 1.969,74 €.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable, par 18 voix pour et 1 abstention, sur la modification budgétaire n°1 au budget 2008 de la Fabrique d'Eglise Saint-Eloi de Jurbise.

-----

**4. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE LA FABRIQUE D'EGLISE NOTRE DAME DU PERPETUEL SECOURS A MASNUY-SAINT-JEAN, DE L'EXERCICE 2008 DU SERVICE ORDINAIRE -AVIS**

Monsieur EGELS, Echevin des Finances, présente la modification budgétaire n°1 au budget 2008 de la Fabrique d'Eglise Notre Dame du Perpétuel Secours de Masnuy-Saint-Jean Bruyères, dont la récapitulation est la suivante :

D'après le budget initial :	Recettes :	19.831,13
	Recettes en plus :	116,48

D'après le budget initial :	Dépenses :	19.831,13
	Dépenses en plus :	116,48

Nouveau Résultat :	Recettes :	19.947,61
	Dépenses :	19.947,61

Il n'y a pas de supplément communal.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable, par 18 voix pour et 1 abstention, sur la modification budgétaire n°1 au budget 2008 de la Fabrique d'Eglise Notre Dame du Perpétuel Secours de Masnuy-Saint-Jean Bruyères.

-----

**5. FINANCES – REDEVANCE POUR LA CONSERVATION DES VEHICULES SAISIS PAR LA POLICE OU DEPLACES PAR MESURE DE POLICE – APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du Conseil Communal;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales;

Vu les finances communales;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

**Décide : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Il est établi, pour les exercices 2009 à 2012, une taxe communale sur l'enlèvement et la conservation des véhicules saisis par la police ou déplacés par mesure de police.

**Article 2 :**

La taxe est due par le propriétaire du véhicule.

**Article 3 :**

La taxe est fixée comme suit, par véhicule :

- 1) enlèvement du véhicule : 110 euros
- 2) garde :
  - camion : 10 euros/jour,
  - voiture : 5 euros/jour,
  - motocyclette : 2,5 euros/jour,
  - cyclomoteur : 2,5 euros/jour

**Article 4 :**

La taxe est payable au comptant au moment de la reprise du véhicule, contre remise d'une quittance.

**Article 5 :**

A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

-----

**6. FINANCES – REDEVANCE SUR LA DELIVRANCE DE PERMIS D'URBANISME**  
**- APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

**Décide : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2009 à 2012 une redevance communale sur les demandes de permis d'urbanisme.

**Article 2** : La redevance est due par la personne qui demande le permis.

**Article 3** : La redevance est fixée à 150 euros par demande de permis d'urbanisme pour les permis traditionnels et à 50 euros pour les petits permis (notion relevant du CWATUP).

**Article 4** : Sans préjudice des dispositions de l'article 3, une redevance forfaitaire complémentaire de 100 € est fixée pour l'indication sur place de l'implantation, pour l'affichage et pour l'établissement du procès-verbal y afférent, si ces activités sont réalisées par l'Administration communale.

**Article 5** : La redevance est payable au comptant au moment de la demande du permis.

**Article 6** : A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.  
Le montant réclamé pourra être majoré des intérêts de retard au taux légal.

-----

## **7. FINANCES – REDEVANCE SUR LA DELIVRANCE DE PERMIS DE LOTIR – APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

**Décide : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2009 à 2012 une redevance communale sur la délivrance de permis de lotir.

**Article 2** : La redevance est due lors de la délivrance du permis de lotir, pour chacun des lots créés par la division de la parcelle.

**Article 3** : La redevance est fixée à 120 euros par lot.

**Article 4** : Sans préjudice des dispositions de l'article 3, une redevance forfaitaire complémentaire de 100 € est fixée pour l'indication sur place de l'implantation, pour l'affichage et pour l'établissement du procès-verbal y afférent, si ces activités sont réalisées par l'Administration communale.

**Article 5** : La redevance est payable au comptant au moment de la délivrance du permis.

**Article 6** : A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.  
Le montant réclamé pourra être majoré des intérêts de retard au taux légal.

-----

## **8. FINANCES – REDEVANCE POUR LA DELIVRANCE DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS - APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du Conseil Communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu les charges qu'entraîne pour l'Administration Communale la délivrance de documents administratifs;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

**Décide : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2009 à 2012 une redevance communale pour la recherche, la confection et la délivrance de documents administratifs par l'Administration Communale.

Ne sont pas visées :

- la délivrance des documents exigés pour la recherche d'un emploi ou la présentation d'un examen ou concours;

- la création d'une entreprise (installation comme travailleur indépendant à titre individuel ou sous forme de société);
- la délivrance des autorisations d'inhumer prévues par l'article 77 du code civil;
- la délivrance des autorisations d'incinérer prévues par l'article 20 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures;
- la délivrance de pièces relatives à une candidature à un logement agréé par la S.W.L.;
- la délivrance de pièces relatives à l'allocation déménagement et loyer (A.D.L);
- la délivrance de pièces pour l'accueil des enfants de Tchernobyl : l'accueil de ces enfants étant justifié par des motifs humanitaires, aucune imposition communale ne sera effectuée tant lors de la délivrance de la déclaration d'arrivée de ces enfants que pour toute démarche administrative entreprise pour l'accueil, de même pour les personnes subordonnées à la convention du Ministère des Affaires Etrangères du 13/05/1966.

**Article 2 :** La redevance est due par la personne qui demande le document.

**Article 3 :** La redevance est fixée comme suit :

- 1) Délivrance de documents d'urbanisme en vertu des articles 85 et 90 du CWATUP : 20 €
- 2) Délivrance d'extraits ou copies littérales d'actes concernant l'Etat Civil : 3 €
- 3) Tous certificats délivrés par le Service Population : 3 €
- 4) Légalisation de signature : 2 €
- 5) Délivrance de permis de conduire définitifs belges et internationaux :
  - Permis provisoire : 9 € de frais de confection SPF Mobilité et Transports
  - Duplicata de permis provisoire : 7,50 € de frais de confection SPF Mobilité et Transports
  - Permis de conduire définitif : 10 € de taxe communale – 16 € de frais de confection SPF Mobilité et Transports
  - Permis de conduire – duplicata ou changement de catégories : 10 € de taxe communale – 11 € de frais de confection SPF Mobilité et Transports
- 6) Carte d'identité d'enfant de 12 ans ou plus : 15 €
- 7) Carte d'identité belge (procédure normale) : 5 € de taxe communale et 10 € de confection à ristourner au Fédéral (pour un coût total de 15 €)
- 8) Carte d'identité belge (procédure d'urgence) : 12,88 € de taxe communale et 87,12 € de confection à ristourner au Fédéral (pour un coût total de 100 €)
- 9) Carte d'identité belge (procédure d'extrême urgence) : 15,85 € de taxe communale et 139,15 € de confection à ristourner au Fédéral (pour un coût total de 155 €)
- 10) Redevance pour traitement des demandes de mariages ou de cohabitation légale : 20 €
- 11) Certificat de changement de résidence : 10 €
- 12) Carte d'identité pour membre de la C.E.E : 15 €
- 13) Carte d'identité pour membre hors C.E.E : 20 €
- 14) Attestation d'immatriculation Modèle A : 5 €
- 15) Attestation d'immatriculation Modèle B : 2,5 €
- 16) Déclaration d'arrivée : 2,5 €
- 17) Certificat d'inscription au registre des étrangers : 10 €
- 18) Extrait de casier judiciaire : 5 €
- 19) Etablissement de dossiers de naturalisation, option, étranger : 20 €
- 20) Délivrance de documents relevant du CWATUP :
  - certificat d'urbanisme 1 : 20 €
  - certificat d'urbanisme 2 : 20 €
- 21) Délivrance de plans de l'entité :

- petit format : 5 €
- grand format : 10 €

22) Délivrance de passeports :

- adulte procédure normale : 15 € de taxe communale-0,5 € de redevance-30 € de taxe consulaire et 41 € de confection (pour un coût total de 86,5 €)
- adulte procédure d'urgence : 20 € de taxe communale-0,5 € de redevance-30 € de taxe consulaire et 210 € de confection (pour un coût total de 260,5 €)
- enfant de 0 à 12 ans procédure normale : 0,5 € de redevance et 41 € de confection (pour un coût total de 41,5 €)
- enfant de 0 à 12 ans procédure d'urgence : 0,5 € de redevance et 210 € de confection (pour un coût total de 210,5 €)
- enfant de 12 à 18 ans procédure normale : 10 € de taxe communale-0,5 € de redevance et 41 € de confection (pour un coût total de 51,5 €)
- enfant de 12 à 18 ans procédure d'urgence : 20 € de taxe communale-0,5 € de redevance et 210 € de confection (pour un coût total de 230,5 €)

23) Redevance pour travaux administratifs spéciaux – recherche généalogique : 25 €/heure avec un minimum de 20 € par dossier.

**Article 4 :** La redevance est payable au comptant au moment de la demande du document.

**Article 5 :** A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.  
Le montant réclamé pourra être majoré des intérêts de retard au taux légal.

-----

## **9. FINANCES – REDEVANCE SUR LES INFLEXIONS DE TROTTOIRS – APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du Conseil Communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu les charges importantes générées par les inflexions de trottoirs,

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré;

**Décide : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup> :** Il est établi, pour les exercices 2009 à 2012, une redevance sur la réalisation d'inflexions de trottoirs.

**Article 2 :** La redevance est due par les personnes physiques et morales qui demandent une inflexion de trottoirs sur le territoire (domaine public) de la Commune de Jurbise.

**Article 3 :** La redevance est fixée comme suit : forfait 200 € + 51€/mètre courant.

**Article 4 :** La redevance est payable au comptant au moment de la demande de la prestation.

**Article 5 :** A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

-----

## **10. FINANCES – REDEVANCE SUR LE RACCORDEMENT A L'EGOUT, AUX COLLECTEURS PUBLICS ET SUR LA FOURNITURE ET LA POSE DE TUYAUX ET DE FILETS D'EAU - APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du Conseil Communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu les charges importantes générées par les raccordements à l'égout du collecteur public, par la fourniture et la pose de tuyaux et de filets d'eau;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

**Décide : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup> :** Il est établi, pour les exercices 2009 à 2012, une redevance pour les raccordements à l'égout du collecteur public et pour la fourniture et la pose de tuyaux et de filets d'eau.

**Article 2 :** La redevance est due par les personnes physiques et morales qui demandent un raccordement à l'égout du collecteur public, demandent la fourniture et la pose de tuyaux ou de filets d'eau sur le territoire (domaine public) de la Commune de Jurbise.

**Article 3 :**

La redevance est fixée comme suit :



<b>Raccordement à l'égout public (voirie tarmac ou béton)</b> (tuyaux PVC Ø 160mm)	Forfait de 250 € + 204 €/m de raccordement
<b>Raccordement à l'égout public ( en terre-pleine)</b>	Forfait 250 € + 102 €/m de raccordement
<b>Fourniture et pose de filets d'eau (en béton)</b>	Forfait 200 € + 76,50 €/m
<b>Fourniture et pose de tuyaux en béton</b>	
<b>Ø 30cm</b>	Forfait 200 € + 76,50 €/m de tuyaux
Ø 40cm	Forfait 200 € + 102 €/m de tuyaux
Ø 50cm	Forfait 200 € + 127,50 €/m de tuyaux

**Article 4 :** La redevance est payable au comptant au moment de la demande de la prestation.

**Article 5 :** A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

-----

## **11. FINANCES – TARIF POUR L'ACQUISITION DES ANCIENNES PLAQUES DE RUE - APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du Conseil Communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Attendu que le Conseil Communal en date du 09 septembre 2008 a décidé de renouveler les plaques de rues de l'entité;

Attendu que certains citoyens sont désireux d'acquérir les anciennes plaques de rue;

Attendu qu'il y a lieu de fixer un tarif pour l'acquisition de ces plaques;

Vu la situation financière de la Commune;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi un tarif pour l'achat des anciennes plaques de rue.

**Article 2** : La somme est due par la personne qui demande la plaque de rue.

**Article 3** : Le tarif est fixé à :  
5 euros la plaque.

**Article 4**: Le prix est payable au moment de l'enlèvement de la plaque.

**Article 5** : Le présent règlement entrera en vigueur au plus tôt le 5<sup>ème</sup> jour qui suit celui de sa publication.

-----

**12. FINANCES – REGLEMENT GENERAL RELATIF A LA GESTION DES  
DECHETS AINSI QUE LE REGLEMENT DES PARCS A CONTENEURS I.D.E.A.  
PAR APPLICATION DE L'ARRETE DU 5 MARS 2008 DU GOUVERNEMENT  
WALLON - APPROBATION**

La présentation du point est assurée par la Présidente. Après quelques remarques de la minorité sur le libellé des pièces, la Présidente propose de modifier le projet en fixant :

- à l'article 13 du règlement : la distribution de 15 sacs d'une contenance de 60 litres, pour les personnes isolées et de 30 sacs d'une contenance de 60 litres pour les ménages.
- à l'article 17 du règlement : la suppression de la distribution de sacs PMC, le coût vérité ne s'appliquant qu'aux déchets ménagers organiques.

Mademoiselle GALANT ajoute que la distribution des sacs à la population sera assurée par le Collège Communal, afin de ne pas engendrer un coût supplémentaire de distribution.

Madame SENECAUT s'insurge contre cette décision, faisant état de l'amalgame qui allait être fait par les citoyens, entre le politique et la Commune.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94;

Vu la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale;

Vu les dispositions du titre VII, chapitre 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale;

Vu la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale;

Vu la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus;

Considérant que l'enlèvement des immondices représente une charge importante pour la commune;

Vu l'article 255, 11° de la nouvelle loi communale rendant obligatoires les dépenses relatives à la salubrité publique;

Vu le décret du 22 mars 2007 modifiant le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

Vu l'arrêté du 5 mars 2008 du Gouvernement wallon relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents;

Vu les finances communales;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

**Décide : par 16 voix pour et 3 abstentions**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2009 à 2012 une taxe communale annuelle sur l'enlèvement des immondices. Est visé l'enlèvement des déchets ménagers et des déchets y assimilés.

**Article 2** : Seule la situation au registre de la population au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition est prise en compte.  
En cas de non-inscription au registre de la population pour quelque raison que ce soit, la taxe est due par l'occupant et solidairement par le propriétaire.

Un logement est tout local à usage d'habitation et partie de maison, d'immeuble où l'on réside habituellement.

Un ménage est constitué soit par une personne vivant habituellement seule, soit par deux ou plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de mariage ou des liens familiaux, occupent habituellement un même logement et y vivent en commun.

Le chef de ménage est le membre du ménage habituellement en contact avec l'administration pour les affaires qui concernent le ménage. La désignation de la personne de référence s'effectue conformément aux indications figurant dans le registre de population.

Les personnes vivant seules sont d'office considérées comme chefs de ménage.

Si, dans un même logement, il se trouve plusieurs personnes pouvant se prévaloir de la qualité de chef de ménage, la taxe est due solidairement par ces différentes personnes de sorte qu'il y ait toujours un impôt enrôlé par logement.

**Article 3 :** La taxe est due :

- par tout ménage et solidairement par les membres de tout ménage inscrit aux registres de population de la commune ou recensé comme second résident au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition, à une adresse située le long du parcours ou à moins de 150 m du trajet suivi par le service d'enlèvement;
- par toute personne physique, ou, solidairement, par les membres de toute association, ou, par toute personne morale qui, au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition, pratiquaient une profession indépendante ou libérale, une activité agricole, commerciale, industrielle ou de services dans un ou plusieurs biens immobiliers situé(s) à moins de 150 mètres du parcours suivi par le service d'enlèvement.

**Article 4 :** La taxe n'est pas applicable aux institutions publiques déterminées par la loi même si les immeubles qu'elles occupent ne sont pas leur propriété : cette exonération ne s'étend pas aux immeubles ou parties d'immeuble occupés à titre privé, aux personnes hébergées dans les homes; aux membres des consulats et ambassades; aux détenus des établissements pénitentiaires

**Article 5 :** La taxe est fixée à :

- a) 90 euros pour les isolés;
- b) 140 euros pour les ménages dont question à l'article 3 § 1 composés de 2 personnes ou plus;
- c) 140 euros solidairement par les membres de toute association ou par toute personne morale dont question à l'article 3 § 2;
- d) 250 euros pour les cafés;
- e) 500 euros pour les restaurants;
- f) 1000 euros pour les surfaces commerciales supérieures à 400 m<sup>2</sup> distribuant des produits alimentaires.

Lorsque le ménage et l'activité commerciale dont question aux points d, e et f du présent article sont domiciliés à la même adresse et constitués de la même personne, seul la taxe la plus importante sera due.

**Article 6 :** Toute année commencée est due en entier.

**Article 7 :** Les dégrèvements seront accordés dans les cas suivants :

- lorsqu'il s'agit de personnes bénéficiant du revenu d'intégration sociale,
- lorsque le logement se situe à plus de 150 mètres du trajet suivi par le service d'enlèvement,

- lorsque la taxe est à charge des héritiers d'un isolé si celui-ci décède dans le courant du premier mois de l'exercice d'imposition.

**Article 8 :** La taxe est perçue par voie de rôle.

**Article 9 :** Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles 3321-1 à 3321-12 du code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

-----

**13. FINANCES – REGLEMENT COMMUNAL RELATIF A L'EXERCICE ET L'ORGANISATION DES ACTIVITES FORAINES ET DES ACTIVITES AMBULANTES DE GASTRONOMIE FORAINE SUR LES FETES FORAINES PUBLIQUES ET LE DOMAINE PUBLIC – APPROBATION**

Ce point est reporté.

-----

**14. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LA CIRCULATION ROUTIERE – CHEMIN DES CHARBONNIERS, ENTRE LES RUES DE SAINT-DENIS ET DES DEPORTES - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la loi relative à la police de la circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant l'avis émis par la Division de la Programmation et de la Coordination des Transports de la Région Wallonne le 22 octobre 2008;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

**DECIDE d'approuver à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** – Dans le chemin des Charbonniers, dans sa partie comprise entre les rues de Saint Denis et des Déportés, la circulation est réservée aux véhicules agricoles, piétons, cyclistes et cavaliers.

**Article 2** Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux F99c et F101c.

**Article 3:** Le présent règlement sera soumis à l'approbation de la Direction de Coordination des transports de la Région Wallonne.

-----

**15. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LA CIRCULATION ROUTIERE –  
CHEMINS N°18 ET N°99 A MASNUY-SAINT-JEAN, ENTRE LE CHEMIN DE  
MONS (PARTIE BITUMEE), LA CHAUSSEE BRUNEHULT ET LA RN 56 –  
APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la loi relative à la police de la circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant l'avis émis par la Division de la Programmation et de la Coordination des Transports de la Région Wallonne le 22 octobre 2008 ;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

**DECIDE d'approuver à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** – Dans les chemins n°18 (partie en terre du chemin de Mons) et n°99 (chemin du Bois de l'Entité de Manuy-Saint-Jean), partants du chemin de Mons (partie bitumée) et aboutissant à la chaussée Brunehaut d'un côté et à la RN56 de l'autre, la circulation est réservée aux véhicules agricoles, piétons, cyclistes et cavaliers.

**Article 2** - Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux F99c et F101c.

**Article 3:** Le présent règlement sera soumis à l'approbation de la Direction de Coordination des transports de la Région Wallonne.

-----

**16. TRAVAUX – DESIGNATION D'UN COORDINATEUR DE SECURITE POUR  
LE PROJET ET LA REALISATION DES TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT ET  
TRANSFORMATION DES CAVES DE LA MAISON COMMUNALE EN  
VESTIAIRES POUR LA PLAINE DES SPORTS DU PARC COMMUNAL –  
CAHIER SPECIAL DES CHARGES ET DU DEVIS ESTIMATIF, FIXATION DU  
MODE DE PASSATION DU MARCHE – APPROBATION**

## LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 17, § 2, 1° a](#);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 120](#);

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 3, § 2](#);

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Travaux a établi un cahier des charges N° ST/2008/55 pour le marché ayant pour objet "[Coordination de sécurité pour projet et réalisation de l'aménagement des caves de la maison communale en vestiaires](#)";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "[Coordination de sécurité pour projet et réalisation de l'aménagement des caves de la maison communale en vestiaires](#).", le montant estimé s'élève à 6.198,35 € hors TVA ou 7.500,00 €, 21 % TVA compris;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par [procédure négociée sans publicité](#);

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au [budget extraordinaire](#) de l'exercice 2008, article [764/73360.2008](#);

Considérant que ce crédit sera financé par emprunt;

**DECIDE : à l'unanimité**

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. [ST/2008/55](#) et le montant estimé du marché ayant pour objet "[Coordination de sécurité pour projet et réalisation de l'aménagement des caves de la maison communale en vestiaires](#).", établis par le

**Service Travaux.** Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 6.198,35 € hors TVA ou 7.500,00 €, 21 % TVA compris.

- Article 2. - Le marché précité est attribué par **procédure négociée sans publicité**.
- Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au **budget extraordinaire** de l'exercice 2008, article 764/73360.2008.
- Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.
- 

## **17. QUESTIONS ORALES**

La Présidente donne lecture du courrier reçu de la Direction des Routes de Mons (MET), relatif à la problématique de sécurisation de l'Ecole des Bruyères à Jurbise située sur la RN56.

Madame SENECAUT revient sur la problématique des coussins berlinois à la chaussée Bruneault et interroge la Bourgmestre sur la suite que compte donner le Collège Communal au rapport du Service des Transports wallon.

Mademoiselle GALANT précise qu'elle informera le Conseil Communal de la position du Collège Communal arrêtée à ce sujet, suite au courrier reçu du Service des Transports wallon.

Madame DEBAUQUE souhaite connaître l'état d'avancement du dossier de la Voie Nisolle.

Monsieur HORNY précise que la signalisation sera mise en place dans les prochains jours.

Madame SENECAUT, au nom du groupe PS, donne lecture d'une question à Madame la Bourgmestre, concernant l'aboutissement de la procédure contre le Service Incendie.

### **REPARTITION DES FRAIS D'INCENDIE : DECISION DEFAVORABLE DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE**

#### **Question à Madame la Bourgmestre**

Le journal « Le Soir » de ce 12 novembre nous apprenait que, dans le dossier qui l'oppose à l'Etat Belge et au Gouverneur pour la répartition des coûts d'incendie, notre Commune de Jurbise a été déboutée par le Tribunal de Première Instance de Mons.

On se souvient que le Conseil d'Etat avait donné raison à la Commune en ce que l'arrêté royal de 1977 organisant cette répartition était frappé d'illégalité. Une nouvelle réglementation a d'ailleurs été prise par le Ministre de l'Intérieur.



Au-delà de cette étape relevant d'une faille juridique temporaire, il convenait encore que le Tribunal de Première Instance statue sur les remboursements réclamés par votre administration. C'était bien sûr tout autre chose.

Il apparaît que les arguments avancés par le Tribunal dans son jugement sont limpides. J'en retiendrai un en particulier : la répartition des frais d'incendie entre les communes protégées et celles qui disposent d'une caserne est basée sur le principe fondamental de la solidarité. On imagine en effet difficilement qu'une commune protégée comme l'est Jurbise par le Service Incendie de Mons paie en fonction des seules interventions effectuées sur son territoire, comme le rappelle d'ailleurs souvent le Gouverneur. Il s'agit bien sûr de la notion de mutualisation des risques que connaissent bien tous les citoyens dès lors qu'ils souscrivent une assurance.

Sur cette base et sur le fait que le Tribunal n'a pas établi de lien de causalité entre la faute et le dommage qu'aurait subi notre commune, nous nous interrogeons sur l'attitude que vous comptez adopter.

Irez-vous en appel ? Avez-vous les arguments pour le faire ?

N'y a-t-il pas un risque financier pour la Commune en matière de frais de justice et de remboursement des sommes non versées par Jurbise au titre de redevance en 2003 et 2004 ? Quel est le montant de la somme incriminée et entre-t-il dans le provisionnement constitué par la Commune ?

Le groupe PS n'était pas opposé à une clarification des choses par rapport au coût croissant du poste Incendie. Mais il serait dangereux, à ses yeux, de poursuivre un dossier juridique qui met visiblement à mal un système tout entier basé sur la solidarité entre les communes.

---

La Bourgmestre informe qu'elle apportera des précisions au prochain Conseil Communal.

-----

**HUIS CLOS**

-----

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance.

**PAR LE CONSEIL,**

Le Secrétaire,

La Présidente,